

Production et circulation des Richesses

A. R.

Mars 2009

J'ai un compte en banque qui est alimenté par une caisse de retraite Sécurité Sociale et une caisse complémentaire. . .

J'ai un « Service fiscal » qui me demande régulièrement de lui verser des impôts. . .

Je vois des Dirigeants d'Entreprise qui touchent des traitements « énormes », plus, de temps en temps, de primes de résultats, ou encore des « parapluies » d'importance variable. . . Qui par ailleurs paient beaucoup d'impôts. . .

Je vois des ouvriers qui ont des salaires qui leur permettent de vivre, sans extras, dans des logements dont ils sont locataires ou propriétaires. . . dont une partie ne part pas en congés.

Je vois des fonctionnaires : Administration, Education Nationale, Agent de Police, Garde champêtre, ou Secrétaire de Mairie, etc. (qui ont la garantie de l'emploi et quelques autres avantages).

Je vois des Cadres, Ingénieurs, Chercheurs, Commerciaux. . .

Je vois des Chômeurs, Rmistes, indemnisées par la collectivité, nationale ou locale. . .

D'où vient l'argent

L'Etat qui imprime des billets? Ce serait bien commode, mais ne rêvons pas. La monnaie est un moyen artificiel de régler entre personnes, sociétés ou administrations des échanges de biens ou de services, mais n'a de valeur que si elle est garantie par ailleurs par des biens, richesses, avoirs divers ou emprunts sûrs.

L'argent reçu par les personnages cités plus haut vient soit d'entreprises privées ou publiques qui **produisent des richesses**, soit par des organismes d'Etat, qui eux-mêmes les reçoivent des services fiscaux prélevés sous forme d'impôts, sur les richesses produites, sur le revenu des particuliers (calcul progressif qui concerne 50% de la population), provenant des mêmes sources, ou encore sur le chiffre d'affaire au détail des consommateurs, Taxe à la valeur ajoutée (20% environ), taxe sur les produits pétroliers, et recettes diverses.

Les richesses produites par la population active, dans les Entreprises qui les

emploi (*hors 'service public' qui est un service utile pour les citoyens, et accessoire de leur niveau de vie*) se sont montées en 2007 à **1695** milliards d'€, soit le Produit National Brut.

Dans ce PNB on note :	
Salaires 42,3%	717 Mrds
Charges 15,3%	259 Mrds
Total 57,6%	976 Mrds
Impôts 4,7%	80 Mrds
Frais généraux 25,3%	430 Mrds
Revenu brut après Frais généraux	123 Mrds
Dont distribution aux Actionnaires	72 Mrds (2,70% des sommes placées)
Participation	15 Mrd

Budget de l'Etat (en Mrds €)

Dépenses		Recettes	
Université	82	TVA	135
Défense	37	Impôts / Revenu	60
Collectivités territoriales	54	Impôts / Sociétés	54
Travail Emploi Solidarité.	25	Taxe / Produits Pétroliers	17
Justice Sécurité	22	Autres Recettes	34
Union Européenne	18		
Développement Durable	16		
Culture Outremer Jeunesse sport	44		
Remboursement Dette	43	(à ce jour, elle dépasse 1300 Mrds)	
Total	341 Mrds	Total	300 Mrds
Nouveau déficit			-41 Mrds

Les entreprises

Les entreprises, petites, moyennes ou grandes, Sté Anonyme, SARL, ou autres formes, reçoivent à leur création des apports : en argent, matériels, savoir-faire, locaux, etc. qui représentent leur Capital, représenté en « parts » ou « actions » dont le nombre est fixé d'un commun accord et la valeur au départ est le total des apports divisé par leur nombre. (Ces renseignements sont accessibles au public.)

Les propriétaires de ces parts ou actions peuvent les céder ou en acheter à l'amiable aux autres propriétaires. De plus, chaque année une partie des bénéfices sont répartis, après impôts, entre les investissements, les parts ou entre les actionnaires (dividendes).

Certaines entreprises décident d'introduire leurs actions « en bourse » (Marchés officiels où l'on trouve à l'achat ou à la vente les actions proposées par leur détenteurs ou créées par les entreprises).

Les cours sont établis en fonction de l'offre et de la demande. Leurs prix sont estimés en fonction des résultats réels ou estimés des entreprises, par les acheteurs ou vendeurs.

Ces marchés (Les Bourses) permettent aux entreprises de trouver des capitaux pour leur développement, ou par achat ou échange de s'allier à d'autres entreprises, ou encore d'être achetées. Ils permettent aussi aux particuliers de faire des placements, ou, par achats ou ventes successifs, de gagner ou de perdre en faisant de la spéculation sur les cours. (Ce qui n'a pas d'incidence directe sur les résultats de l'entreprise).

En moyenne, les dividendes distribués aux propriétaires d'actions s'établissent à 2,7% de la valeur des actions.

En dehors de cette organisation, pour sa création et son fonctionnement, la raison d'être de l'Entreprise est de « **produire des richesses, et de distribuer des salaires** » (actuellement 58% de sa valeur ajoutée).

Pouvoir d'achat

Notre pouvoir d'achat, c'est notre salaire direct, mais aussi notre salaire indirect, soit les charges retenues sur celui-ci, mais aussi celles payées par notre employeur.

Le total de ces charges, nous étant réservées sous formes de Sécurité Sociale, d'indemnités de chômage, d'allocations familiales etc. Il est certain que si les organismes qui gèrent ces services ne sont pas rigoureux, ou si des « ayants droit » ne sont pas raisonnables c'est une partie de ce salaire indirect qui manque à notre pouvoir d'achat.

Mais une partie de notre pouvoir d'achat, sert aussi à financer les différents « Services Publics », mais aussi les remboursements de la dette de l'Etat, par les impôts et la TVA que nous payons sur tous nos achats.

Les « Services publics » sont utiles et nécessaires, mais ils doivent être gérés et organisés avec tous les moyens actuels pour peser moins lourd, si possible sur notre pouvoir d'achat (informatique, aménagement des bureaux, simplification des formalités, des documents en double).

Sur un salaire net de 1000 Euros le total des charges est de 700 Euros, presque la moitié du résultat de notre travail.

Sur les achats alimentaires la TVA est de 5,5%.

Sur les autres dépenses la TVA est de 20%.

Soit, sur un salaire net de 1000 €, environ 150 € par mois.

La dette de l'État représente 40 à 50 Milliards d'Euros de remboursement chaque année auquel s'ajoute un nouvel emprunt pour le déficit du budget (soit 100 Mrds pour cette année).